

Brochure n° 3156

**Convention collective nationale**

IDCC : 2149. – **ACTIVITÉS DU DÉCHET**

AVENANT N° 25 DU 23 MAI 2008  
RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> MAI 2008

NOR : ASET0850735M

IDCC : 2149

Entre :

Le syndicat national des activités du déchet (SNAD),

D'une part, et

La fédération nationale des syndicats de transports CGT ;

La fédération nationale des transports de l'équipement FGTE-CFDT ;

La fédération des syndicats chrétiens des transports CFTC ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

A l'issue des négociations salariales 2008, les partenaires sociaux ont décidé d'augmenter la valeur du point dans les conditions indiquées ci-dessous.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Valeur du point*

L'article 3.6 du titre III de la convention collective nationale des activités du déchet est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

### « Article 3.6

#### *Valeur du point*

La valeur du point est fixée à 13,26 € à compter du 1<sup>er</sup> mai 2008. »

### **Article 2**

#### *Entrée en vigueur de l'accord*

Les dispositions du présent accord prendront effet à partir du jour qui suit son dépôt prévu à l'article 5 du présent accord.

### **Article 3**

#### *Egalité salariale entre les hommes et les femmes*

Les parties conviennent d'aborder, au cours de l'année 2008, les dispositions de la loi du 23 mars 2006 relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes.

### **Article 4**

#### *Négociation sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2009*

Les parties conviennent d'engager les négociations sur les salaires minima conventionnels pour l'année 2009 dès le mois de janvier 2009.

### **Article 5**

#### *Dépôt et publicité*

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par les articles L. 2231-7 et D. 2231-2 du code du travail. Il fera également l'objet d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 2261-24 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 23 mai 2008.

(Suivent les signatures.)